

bombardé Hanoï et Haïphong. Le premier ministre nous dira-t-il quelles mesures le gouvernement entend prendre? Le bombardement de la capitale du Vietnam du Nord produira sans doute une escalade de la guerre au point où la paix mondiale sera mise en danger. Le premier ministre protestera-t-il auprès de Washington, car toute escalade de la guerre annulera les efforts du secrétaire d'État aux Affaires extérieures?

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député devrait poser sa question maintenant.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, étant donné que les efforts du secrétaire d'État aux Affaires extérieures et de M. Chester Ronning ont été annulés par l'escalade de la guerre, je demandais simplement au premier ministre s'il se proposait de faire appel à Washington.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, nos efforts en vue d'amener la paix au Vietnam par des pourparlers—dans la mesure où nous pouvons continuer ces efforts—ne seront annulés par aucune des mesures prises.

M. Douglas: Une question complémentaire. Étant donné qu'une escalade de la guerre met en danger la paix mondiale, le premier ministre a-t-il l'intention de présenter des instances au gouvernement des États-Unis?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, si je puis traiter de la question qu'on a soulevée, je crois comprendre, d'après les rapports préliminaires que j'ai reçus, que le gouvernement des États-Unis ne considère pas le bombardement des entrepôts de pétrole près de Hanoï et de Haïphong comme une indication d'un changement de leur politique de restreindre le bombardement aux objectifs militaires directement associés aux opérations du Vietnam du Nord dans le Sud; et on n'a aucune intention de bombarder les régions peuplées.

Néanmoins, cela ne change pas l'attitude du gouvernement quant à cette question de bombardement, bien connue de la Chambre. Nous avons toujours maintenu—et je crois l'avoir clairement exposé dans ma déclaration d'avril, l'année dernière—qu'un ralentissement des raids aériens dans le Nord serait probablement un des facteurs principaux des pourparlers en vue d'un règlement pacifique. Plus récemment, lorsque la pause dans les bombardements du Vietnam du Nord s'est terminée vers la fin de janvier, nous avons clairement indiqué que nous regrettions la reprise des bombardements.

Nous serions sans doute tous heureux de voir cesser les bombardements et de voir

[M. Douglas.]

cesser aussi l'intervention des troupes du Nord au Vietnam du Sud, comme nous nous réjouissons de voir s'amorcer des négociations de paix sans conditions.

M. Douglas: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puis-je demander au premier ministre si on lui a signalé qu'un porte-parole du département de la Défense des États-Unis avait déclaré que le bombardement de Haïphong et de Hanoï constituait une autre escalade de la guerre?

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, on ne me l'a pas signalé, mais je m'informerai volontiers.

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, s'il est vrai, comme l'a dit le député de Burnaby-Coquitlam, que les villes de Hanoï et de Haïphong ont été bombardées, je demanderais alors au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si les civils de ces villes ont été touchés?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, comme le premier ministre vient de l'indiquer, il croit savoir, comme moi d'ailleurs, que les objectifs visés ne comportaient pas directement la population.

[Plus tard]

[Français]

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Étant donné la confusion qui règne, tant au Canada qu'à l'extérieur, le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement canadien est au courant du fait que des troupes chinoises, ou des troupes russes, prennent part à cette guerre du Nord Vietnam contre le Sud Vietnam, devenant ainsi des agresseurs contre d'autres agresseurs, qu'on appelle les Américains? Est-ce que des troupes sont là, en chair et en os?

[Traduction]

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, rien ne nous porte à croire que les troupes russes ou chinoises participent à cette guerre.

L'OTAN—LA VISITE À WASHINGTON D'UN
HAUT FONCTIONNAIRE DES AFFAIRES
EXTÉRIEURES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, j'ai une question